



Des budgets durables pour une économie durable: Vers un Pacte d'Investissement Vert

La seule manière de sortir de la crise consiste à approfondir l'intégration économique et politique, basée sur la responsabilité, la solidarité et l'engagement visant à respecter des règles communes. L'amélioration des conditions de vie des Européens doit retourner au cœur de l'agenda. Les déséquilibres économiques et financiers excessifs doivent être réduits, ce qui inclut l'endettement public et privé excessif. Cependant, de toute évidence, la réduction pure et simple et simultanée des dépenses publiques dans tous les Etats Membres est en train d'exacerber la crise plutôt que de la résoudre. Une réduction étriquée des dépenses publiques détériore la vie de nombreux Européens, et prive des services publics essentiels du financement dont ils ont besoin, y compris dans les domaines de la santé, de la sécurité sociale, des infrastructures et de l'enseignement.

L'Europe a besoin d'un Pacte d'Investissement Vert, combinant potentiel économique et développement durable, en donnant aux pays en crise une perspective claire et suffisamment de temps pour réajuster leurs institutions et leur économie. Le pacte devrait être principalement financé à travers des ressources propres de l'UE, des revenus issus de la taxation et d'une réaffectation des dépenses. Un tel pacte doit se focaliser sur les économies d'énergie et l'efficacité énergétique, ce qui servira à tous les citoyens européens en augmentant l'emploi, l'égalité de revenus et la qualité de l'environnement.

1. Rehausser la politique fiscale commune pour une reprise équitable

L'UE a besoin d'un environnement fiscal stable et d'outils communs pour des investissements écologiquement responsables. L'Europe doit être construite sur base du principe d'une taxation juste et progressive.

a) Un Engagement Européen pour l'Investissement

- *Assurer la soutenabilité des investissements.* La Commission européenne devrait présenter une proposition pour un instrument d'investissement durable dans la zone euro visant à mobiliser au moins 1% du PIB par an de ressources publiques et privées sur une période de dix ans, incluant une augmentation du capital de la BEI ainsi que des *projects bonds*, pour investir dans les infrastructures européennes.

- *Utiliser les Fonds européens disponibles pour stimuler les emplois verts.* Le budget européen devrait jouer un rôle moteur en matière d'investissements. Cela passe par une croissance de 5% du budget de l'UE ainsi que le verdissement du cadre financier pluriannuel qui devrait stimuler les investissements dans des projets durables, créant des nouveaux emplois décents, en particulier pour les jeunes, et en rendant prioritaire le soutien aux PME.

L'efficacité des fonds européens devrait être augmentée par une préparation plus inclusive avec la société civile, les partenaires sociaux et les acteurs locaux, mais aussi en permettant à l'UE d'exercer un contrôle plus poussé et des pénalités en cas de mauvaise gestion des fonds. Même si le PIB doit rester le critère principal pour déterminer l'éligibilité des régions, il doit être complété par d'autres indicateurs.

b) Plus d'équité dans la taxation

- *Taxer le secteur financier et faire un usage efficace des revenus dégagés*. Une Taxe sur les Transactions Financières (TTF) doit être urgemment introduite sur base de la proposition existante de la Commission. Une partie significative des revenus générés devrait être alloué au budget européen, de manière notamment à maximiser l'effet levier de la BEI, contribuer au budget de l'aide au développement, à l'atténuation et l'adaptation face au changement climatique. Une partie du revenu généré devrait aussi être utilisé pour réduire la contribution des Etats membres au budget européen, facilitant ainsi les efforts de consolidation des dépenses publiques. Si la résistance politique de certains Etats membres empêche l'introduction d'une TTF au niveau de l'Union ou de la zone euro, nous soutenons l'utilisation de la coopération renforcée entre les pays désireux d'introduire une telle taxe.

- *Fermer les échappatoires dans les systèmes nationaux de taxation* Une reprise équitable de l'activité économique nécessite des recettes fiscales supplémentaires. Des études estiment la valeur des failles dans les systèmes fiscaux dans l'UE à 1000 milliards d'euros par an. Nous exhortons l'établissement et l'extension des systèmes d'échange d'information automatiques entre les administrations fiscales nationales, tel que suggéré par exemple par la Directive sur fiscalité de l'épargne, actuellement bloquée par l'Autriche et le Luxembourg; la mise en place d'une Assiette Commune Consolidée pour l'Impôt des Sociétés (ACCIS), couplée à un taux minimum d'imposition des sociétés; et la lutte déterminée contre la fraude à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et les autres formes d'évasion fiscale. Ces revenus supplémentaires devraient aussi permettre la réduction de la pression fiscale sur le travail.

- *Créer des incitants fiscaux pour les investissements écologiques et les économies d'énergie.*

En équilibrant les incitants fiscaux aux investissements responsables d'un point de vue environnemental et l'augmentation des taxes sur la consommation des ressources, les Etats membres peuvent diriger l'investissement vers le développement durable et l'innovation verte. La Suède génère déjà 0,8% de PIB en taxant les émissions non couvertes par le schéma européen d'échange d'émissions (ETS). En même temps, les subsides dommageables pour l'environnement doivent être supprimés progressivement à tous les niveaux de pouvoir, en suivant une feuille de route fiable.

c) Améliorer les conditions de refinancement des budgets publics

- *Stabiliser les finances publiques en mutualisant les dettes nationales et en émettant de la dette européenne.* L'UE a besoin d'une feuille de route pour l'introduction d'euro-obligations, incluant comme premier pas la création immédiate d'un fond de d'amortissement. Ce fond devrait être basé sur des responsabilités conjointe et solidaire pour toute la dette de la zone euro qui excède 60% du PIB d'un Etat membre. En outre, nous demandons l'introduction d'euro-obligations de court-terme (*eurobills*) et une émission coordonnée de la dette restante des Etats membres.

- *Créer un pare-feu crédible.* Le montant maximum prévu actuellement pour le pare-feu de la zone euro est clairement insuffisant. Le Mécanisme Européen de Stabilisation (MES) doit bénéficier d'une licence bancaire de manière à jouer le rôle d'un prêteur de dernier ressort pour les Etats de la zone euro. Cela lui permettra d'accéder à la liquidité de la Banque Centrale Européenne, et de recapitaliser directement les banques, combinée à une supervision directe des institutions recapitalisées par l'Autorité bancaire européenne (ABE).

d) Mettre les banques au service de l'économie réelle

- *Assurer la stabilité du secteur bancaire européen.* L'échec de banques à contrôler les risques engendrés par leur modèle d'affaires est l'une des principales causes de la crise, et continue à empirer la situation dans les pays déficitaires. L'effondrement de la confiance publique dans les banques dans ces pays a conduit à un retrait massif de dépôts, aggravant davantage la situation de ces banques. Pour y remédier, des règles strictes sur les banques

couvertes par les schémas d'assurance des dépôts, les niveaux des capitaux propres, sur les montants et type de dette, ainsi que sur les rémunérations doivent être introduites. La stabilité du secteur bancaire européen implique également que les banques qui sont trop grandes pour faire faillite sont simplement trop risquées pour exister.

- *Augmenter le crédit à l'économie réelle.* Les banques devraient assurer une offre de crédit suffisante à l'économie réelle dans les bonnes comme les mauvaises périodes. Malgré le fait qu'elles ont bénéficié de prêts à long terme massifs de la Banque Centrale Européenne, les banques ont montré qu'elles sont incapables ou n'ont pas la volonté à prêter à l'économie réelle. L'accès à l'argent public doit être lié à des conditions strictes. Cela inclut aussi la limitation des bonus et dividendes pour les banques concernées, afin d'assurer que l'argent soit dirigé là où il est le plus utile socialement parlant.

2. Des réformes structurelles soutenables pour renforcer l'économie européenne

Toute crise offre des opportunités de changement. L'Europe doit saisir ces opportunités pour faire des pas décisifs en faveur d'investissements soutenables et vers la mise en œuvre de réformes structurelles responsables, tant sur le plan environnemental que social.

a) Accroître la compétitivité par la protection environnementale

- *Adopter des mesures environnementales ambitieuses pour stimuler l'innovation.* Un objectif de l'UE de réduction d'émissions plus élevé en 2020, par exemple 30% de réduction au lieu de 20 % - peut être atteint moyennant une légère augmentation du budget de l'EU dédié à la recherche et au développement (R&D). Une partie de cet effort est déjà réalisé par le secteur privé. Si ces efforts sont consentis à temps, cela facilitera le planning des entreprises européennes tout en les ramenant à l'avant-garde des marchés mondiaux de l'énergie et de l'efficacité en ressources. Des réglementations environnementales plus strictes ont un réel potentiel en tant que levier de transition, et encouragent la commercialisation de nouvelles technologies durables et innovantes, tout en rendant les entreprises européennes plus compétitives.

- *Adopter une directive ambitieuse en matière d'efficacité énergétique afin de réduire les déficits de compte courant.* Notre lourde dépendance aux énergies fossiles est aujourd'hui responsable d'une grande partie des déficits des comptes courants de certains Etats Membres (100% dans le cas de l'Espagne et 63% pour l'Italie dans le 3e trimestre 2011), et devrait également représenter un poids négatif non négligeable dans les comptes courants une fois que la récession sera passée (dans le cas de la Grèce notamment). Dans ce contexte, les mesures d'efficacité énergétiques pourraient contribuer à réduire les déséquilibres macroéconomiques au sein de l'UE. Par ailleurs, réduire la consommation d'énergie - et donc les coûts - des ménages est également un bon moyen de lutte contre la pauvreté et agit en faveur de la cohésion sociale.

- *Renforcer les réseaux d'apprentissage mutuel parmi les entreprises de manière à accroître la compétitivité et favoriser une approche écologique.* Les clusters et les réseaux qui favorisent l'apprentissage mutuel auront pour effet de renforcer le potentiel innovant des PME européennes sur des marchés stratégiques. La symbiose industrielle y gagnera.

b) Maximiser la création d'emplois lié à l'efficacité énergétique et en ressources

- *Réduire les émissions et les déchets pour créer des emplois.* La lutte contre le chômage est à présent la priorité politique la plus importante, avec un taux de chômage des plus jeunes qui dépasse les 50% dans certains Etats Membres. Selon le Ministère allemand de l'environnement, la réduction des émissions de 30% - au lieu des 20% prévus actuellement - pourrait créer jusqu'à 6 millions de nouveaux emplois au sein de l'UE. La Commission européenne estime ce chiffre à 10,7 million de nouveaux emplois si tous les instruments politiques à disposition en la matière sont optimisés. L'expansion et la standardisation des

"réseaux intelligents" est primordiale. Elle aura un impact direct sur l'emploi et servira de catalyseur à la transition énergétique. Ces mesures pourraient aider à constituer une "garantie pour les jeunes" avec lesquelles les jeunes, se verraient offrir une garantie d'obtenir un emploi, mais aussi des possibilités de formation, de stage, ou des formules combinant formation et emploi de haute qualité après une période de chômage d'un maximum de quatre mois.

- *Plus de marchés publics verts.* La mise en œuvre des règles de marchés publics qui favorisent des offres durables d'un point de vue environnemental et social, présente également un fort potentiel en termes d'emploi et d'innovation. Les marchés publics représentent à peu près 16% du PIB de l'UE. Des règles adaptées d'attribution de marchés publics pourraient en effet permettre aux autorités publiques de lancer plus facilement des appels à offre solides d'un point de vue environnemental et social.